



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1994/1028
5 septembre 1994
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATÉE DU 1^{er} SEPTEMBRE 1994, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU
CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LE CHARGÉ D'AFFAIRES PAR INTÉRIM DE LA
MISSION PERMANENTE DE LA YOUGOSLAVIE AUPRÈS DE L'ORGANISATION
DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une déclaration
faite par le Gouvernement fédéral de la République fédérative de Yougoslavie, en
date du 31 août 1994.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la
présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Chargé d'affaires par intérim

(Signé) Dragomir DJOKIC

Annexe

Le Gouvernement de la République fédérative de Yougoslavie réfute énergiquement les allégations infondées de M. Haris Silajdzic, Premier Ministre de la Fédération croato-musulmane, selon lesquelles la Yougoslavie avait armé les Serbes de Bosnie malgré l'embargo édicté. De telles déclarations sont coutumières de la partie musulmane de l'ex-Bosnie-Herzégovine qui ne cesse d'inventer des mensonges dans le but de désinformer l'opinion publique internationale et de la monter contre la République fédérative de Yougoslavie.

Les accusations de M. Silajdzic selon lesquelles la République fédérative de Yougoslavie se prépare à lancer une agression et à utiliser des armes chimiques à l'avenir vont dans le même sens. La communauté internationale, principalement l'Organisation des Nations Unies et les États Membres qui fournissent des contingents à l'opération de maintien de la paix dans l'ex-Bosnie-Herzégovine, sait parfaitement que c'est en fait l'armée musulmane qui menace de recourir aux armes chimiques, provoque et même multiplie les activités offensives contre la République de Srpska, au moment où l'on ne ménage aucun effort pour instaurer la paix et aboutir à un compromis.

Il est évident que derrière cette déclaration malintentionnée de M. Silajdzic, il y a une tentative visant à masquer la politique d'agression poursuivie par les musulmans bosniaques, en particulier les violations de l'embargo sur les armes dans l'ex-Bosnie-Herzégovine, pour lesquelles les preuves ne manquent pas, et à mobiliser des appuis en faveur de la demande de levée de l'embargo.

M. Silajdzic et les dirigeants musulmans bosniaques sont de toute évidence inquiets de voir que la communauté internationale commence à comprendre que la République fédérative de Yougoslavie applique une politique véritablement pacifique et fait tous ses efforts pour aboutir à une solution politique juste et durable dans l'ex-Bosnie-Herzégovine.
